

**CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 21 NOVEMBRE 2023****N° 2023/105**

Un extrait de la présente délibération a été publié sur le site de la Ville :

LE 28 NOV. 2023

Présents : 27
Excusés : 8
(8 pouvoirs)
En exercice : 35

Secrétaire de séance :
Jules RICOU et
Bénédicte LEMENACH

Le mardi vingt-et-un novembre 2023 deux mille vingt-trois à dix-huit heures trente, les membres du Conseil Municipal se sont réunis salle du Conseil Municipal à Saumur, sous la présidence de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Maire, sur convocation faite par lui le quatorze novembre deux mille vingt-trois.

Étaient présents : M. GOULET CLAISSE, Maire – M., NERON M-A., Mmes GUILLON, LIEBAULT Maires Délégué(e)s – Mme LELIEVRE, M. GUILMET, Mme LE COZ, M. PROD'HOMME, Mme GRIMA, MM. CARDET, JOSSE, Adjoint – MM. BIDAULT, COMBEAU, BRAEMS, Mmes RIO, LHOMMEDE, MM. CHA, RICOU, OLIVA, CHANDOUINEAU, Mmes SOURDEAU, VILLARME, M. HENRY, Mmes LEMENACH, LE MELINER, M. CHENOUF, Mme AUGER Conseillers Municipaux.

Excusés : M. NERON N, Mmes METIVIER, BOURDIER, TUBIANA, TAUGOURDEAU, M. PIERRE, Mmes GODFRIN, FAURE ont respectivement donnés pouvoir à M. CARDET, Mmes LHOMMEDE, LELIEVRE, M. BIDAULT, Mme LIEBAULT, M. GUILMET, Mme GUILLON, M. COMBEAU.

DEBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2024**Préambule**

Le **Débat d'Orientation Budgétaire** répond aux obligations légales :

- la tenue d'un Débat d'Orientation est obligatoire dans les communes de plus de 3500 habitants ;
- le Débat doit avoir lieu dans les deux mois qui précèdent l'examen du budget primitif ;
- le Débat n'a aucun caractère décisionnel ;
- sa tenue doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'État puisse s'assurer du respect de la loi.

Le Débat d'Orientation Budgétaire doit s'appuyer sur un **Rapport d'Orientation Budgétaire** présenté par le Maire au Conseil Municipal. Ce rapport doit comprendre :

- **les orientations budgétaires**, évolution prévisionnelle des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,
- **les engagements pluriannuels envisagés**, la présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision de dépenses et de recettes (PPI) et une Prospective Financière de Fonctionnement,
- des informations relatives à **la structure et la gestion de l'encours de la dette contractée**, et les perspectives pour le projet de budget,

- une présentation de la structure et de l'évolution des **dépenses de personnel et des effectifs**, la répartition des effectifs hommes / femmes ainsi que la durée effective du travail dans la collectivité.

Le Rapport d'Orientation Budgétaire vient ainsi fixer dans les programmations annuelle et pluriannuelle les actions portées par la collectivité, dans la droite ligne du projet politique municipal, et les moyens qui leur sont assignés.

1 – L'environnement international et national

La reprise mondiale est encore lente, les disparités entre les Régions sont nombreuses et les Etats ont peu droit à l'erreur. La croissance économique mondiale devrait se hisser à 3% en 2023 mais risque d'être en baisse en 2024 en raison de la matérialisation progressive des effets des politiques monétaires et de la reprise plus faible que prévue enregistrée en Chine. Ainsi, elle devrait s'établir à + 2,9 % en 2024 mais serait de 1,4 % en France, prévision initialement établie à 1,6 %.

L'inflation, démultipliée par la répercussion par les entreprises des coûts de l'énergie, du transport et du travail sur les prix, atteint par conséquent des niveaux qui n'avaient plus été observés depuis les années 1980. L'inflation sous-jacente (hors composantes les plus volatiles, à savoir l'alimentation et l'énergie) n'a pas sensiblement reflué en 2023 et reste supérieure aux objectifs fixés par les banques centrales.

L'inflation mondiale devrait toutefois reculer pour s'établir en France à + 2,6 % en 2024 en raison du « resserrement » de la politique monétaire et du ralentissement des prix de l'alimentation et des biens manufacturés. À noter qu'elle devrait se fixer à +5% pour l'année 2023. L'inflation hors énergie et alimentation devrait diminuer plus rapidement, mais elle ne retrouvera sa valeur cible qu'en 2025 dans la plupart des pays.

Le bilan économique français suit la même trajectoire, avec une croissance estimée par le gouvernement à 1,4% en 2024. Le niveau d'incertitude lié à la guerre en Ukraine, ainsi qu'en Israël conjugué aux crises énergétiques qu'elles provoquent, à la hausse des prix et à la remontée des taux d'intérêt est si élevé que cette projection pourrait être minorée à 1 %.

En 2024, le solde public devrait se situer autour de - 4,4 % du PIB, s'inscrivant dans l'objectif de retour à des comptes publics monétaires post crise. Le Gouvernement compte réaliser 16 milliards d'euros d'économie.

2 – Le projet de Loi de Finances 2024 du Gouvernement

2.1 – Protéger les ménages et soutenir les entreprises en pleine flambée des prix de l'énergie

Le Projet de Loi de Finances du Gouvernement intervient ainsi dans un contexte international et national difficile et doit venir protéger les ménages, soutenir les entreprises mais aussi préserver les moyens d'action des collectivités locales. Logiquement, ce Projet de Loi de Finances prévoit la prolongation en 2024 du bouclier tarifaire sur l'électricité avec le chèque énergie, ainsi que les chèques énergie fioul et bois pour aider les ménages se chauffant au bois ou au fioul domestique et l'indemnité carburant pour ceux allant travailler avec leur véhicule contre les effets de l'inflation afin de compenser l'envolée des prix de l'énergie subie par les ménages les plus fragiles (à noter qu'en 2023, la revalorisation du point d'indice et la hausse des prix des produits alimentaires sont également prises en compte dans ce filet de sécurité mis en place par le gouvernement). 1,5 milliard d'euros sont budgétés pour financer cette mesure primordiale pour soutenir les collectivités et les territoires.

Le bouclier tarifaire relatif à l'énergie en 2024 est prorogé pour les entreprises et la suppression de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) est étalée jusqu'en 2027.

Pour protéger les ménages les plus modestes, le Gouvernement a revalorisé à + 4 % les prestations sociales et les retraites.

2.2 – La transition énergétique : répondre à l'urgence climatique

Les objectifs de réduction des gaz à effet de serre sont ambitieux en 2030 : - 50 % par rapport à 1940. 40 milliards d'euros y sont consacrés.

Eu égard au contexte géopolitique mais aussi écologique, la transition énergétique devient naturellement une exigence de plus en plus forte. Le Projet de Loi de Finances prévoit à ce titre la poursuite des aides pour la rénovation énergétique des logements privés, le verdissement du parc automobile, le plan vélo gouvernemental bénéficiera, lui, de 250 millions d'euros et 900 millions d'euros seront consacrés aux subventions pour le développement des transports urbains et périurbains.

Pour accompagner les collectivités territoriales dans leur transition écologique et contribuer à répondre aux enjeux de la planification écologique, le Gouvernement a décidé de pérenniser le Fonds vert jusqu'à 2027 et de le renforcer à hauteur de 2,5 milliards d'euros dès 2024.

Son objectif : soutenir les projets des collectivités locales en faveur de la transition écologique (rénovation des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets, adaptation des territoires au changement climatique, revitalisation des friches, mise en place de zones à faible émission...), en misant non plus sur une logique d'appels à projets mais sur un fonctionnement déconcentré et une fongibilité des crédits.

2.3 – Atteindre le plein emploi

L'objectif du Gouvernement est d'atteindre le plein emploi pour 2027, en investissant dans les compétences, en accompagnant les demandeurs d'emploi et en renforçant l'insertion des personnes les plus éloignées du marché du travail. 700 millions y seront alloués.

À noter également le souhait du Gouvernement d'accélérer la transformation de « Pôle Emploi » en « France travail » avec la réforme de la contracyclicité de l'assurance chômage qui introduit une indemnisation variable en fonction de la conjoncture.

Cela passe aussi par un renforcement de l'accompagnement et de l'orientation dès l'école avec les plateformes InserJeunes et InserSup.

2.4 – Les mesures en faveur des collectivités

Les concours financiers de l'État vers les collectivités seraient à hauteur en 2024 de 53,45 milliards d'euros, auxquels s'ajoute le « fonds vert » de 2,5 milliards d'euros, soit +500 millions d'euros par rapport à 2023. En fonction des projets présentés par les collectivités, le Fonds vert financera, comme dit plus haut, à la fois des actions renforçant la performance environnementale, l'adaptation ou encore l'amélioration du cadre de vie.

À souligner que la Dotation Globale de Fonctionnement devrait finalement être maintenue au même niveau qu'en 2023, soit environ 2 milliards d'euros.

2.5 – Les mesures sur les salaires de la Fonction Publique Territoriale

Les dépenses de personnel vont progresser en 2024 avec la revalorisation de + 1,5 % de la valeur du point d'indice et la hausse unilatérale de 5 points au 1^{er} janvier 2024 de tous les salaires des fonctionnaires.

2.6 – Des investissements à la hauteur du développement communal :

Ce quatrième rapport d'orientations budgétaires du mandat vient, comme l'an dernier, faire l'épreuve d'un contexte national et international fragile. L'inflation, toujours importante, (+5% en 2023 et +2,6 de prévision pour 2024) touche autant les collectivités territoriales qu'elle peut toucher les entreprises privées et, bien sûr, l'ensemble des français. Ainsi est-il important de souligner que :

- de nombreux projets voient leur enveloppe budgétaire augmenter de 10, 20 ou 30% depuis deux ans par rapport aux chiffrages initiaux ;
- les décisions gouvernementales, notamment sur les salaires des agents territoriaux, s'imposent au budget des collectivités sans aucune compensation ;
- les subventions nationales de droit commun se raréfient et le montage des dossiers pour les subventions sectorielles se complexifie.

Avec des dépenses de fonctionnement en hausse mécanique (inflation et décisions gouvernementales) et des recettes qui augmentent plus lentement, le risque d'un effet ciseau contraignant à limiter l'investissement est évident.

Dans ce contexte, la Ville de Saumur souhaite malgré tout maintenir un très haut niveau d'investissement, tout en veillant à conserver sa bonne santé financière, considérant que l'investissement public – dans les écoles, dans les équipements sportifs, dans l'aménagement urbain, dans la préservation de l'environnement... - est à la fois la source d'une augmentation à court terme de la qualité de vie pour les Saumuroises et les Saumurois, mais aussi, à moyen et long termes, le seul levier viable pour permettre un développement économique, social et culturel de la Ville et du territoire. Investir, c'est créer de la richesse et créer les conditions pour que d'autres richesses se créent – autant de richesses qui, aujourd'hui et demain, doivent être redistribuées à travers le renforcement de nos services publics.

Pour permettre le maintien d'un niveau haut d'investissement et continuer de déployer le programme des 80 propositions tout en faisant face avec intelligence et agilité aux flots continus d'incertitudes et d'impondérables, la collectivité a mené un travail de fond pour :

- contenir les charges de fonctionnement à environ +1,8% par rapport au réalisé prévisionnel de l'année 2023 (quand l'inflation, rappelons-le, est de 5% pour l'année 2023) ;
- maintenir une capacité d'autofinancement de 6,2 millions d'euros en 2024 et en 2025 et de 6,3 millions d'euros en 2026 ;
- augmenter de 1,7 millions d'euros les recettes (augmentation des bases comprises) par rapport au réalisé prévisionnel de l'année 2023 en proposant une augmentation des tarifs municipaux suivant l'inflation et en augmentant la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les logements vacants pour qu'elle atteigne le taux de 25% ;
- permettre à la Ville d'afficher, sur le mandat, un désendettement à hauteur de 1,1 million d'euros et maintenir ainsi sa crédibilité auprès des marchés financiers.

L'ensemble de ces décisions permet à la fois de tenir l'engagement de ne pas augmenter la fiscalité des Saumurois – hors taxe d'habitation sur les résidences secondaires et logements vacants, qui doit de surcroît permettre à terme de libérer du logement sur un marché, on le sait, déjà tendu - et de proposer un budget d'investissement à hauteur, en net, de 13,6 millions d'euros en 2024 (en brut 21,3 millions d'euros), 13,7 millions d'euros en 2025 (en brut 17,9 millions d'euros) et 10,1 millions d'euros en 2026 (en brut 15,9 millions d'euros).

Le budget d'investissement pour l'année 2024 reprend, enfin, les grands axes définis en 2020 et réaffirmés depuis :

- l'écologie, fil rouge de l'action municipale, qui fait l'objet d'une attention toujours plus forte tant elle est un enjeu urgent de transformation économique, sociale et sociétale ;

- les cinq priorités : l'éducation ; le sport ; l'économie, le commerce et l'emploi ; le cadre de vie ; les solidarités ;
- par-delà ces cinq priorités, les trois grands chantiers du projet municipal – la vie culturelle, la mobilité douce et l'aménagement des quais - se poursuivent.

Écologie, développement durable, transition énergétique

L'année 2023 a été marquée, sur le volet environnemental, par plusieurs événements majeurs pour la Ville : la mise en service du parc photovoltaïque du boulevard de la Marne, la plantation d'une micro-forêt de 2 400 arbres auprès du Château ou encore la mise en œuvre d'un plan de sobriété qui a permis l'économie de plus de 80 000 euros sur tous les fluides et, surtout, la non consommation d'une quantité importante d'énergie. Les derniers mois de l'année 2023 verront, de surcroît, la plantation de deux forêts urbaines, l'une auprès du rond-point Weygand et l'autre à Bagneux, auprès du Thouet et l'aménagement paysager des douves du Château grâce au « 1 euro écologique », qui continue de générer plus de 100 000 euros de recettes par an.

Ces efforts en faveur de la préservation de l'environnement, du développement durable et de la transition énergétique se déclineront à nouveau en 2024 à travers des actions diverses touchant autant la production d'énergie propre, la réduction des consommations d'énergie ou le verdissement des véhicules que la désartificialisation des sols, l'alimentation, la plantation d'arbres ou la végétalisation de la Ville. Ainsi, pour l'année 2024, l'on peut souligner :

- la poursuite du projet de parc photovoltaïque de 12 hectares auprès de l'aérodrome ;
- la désimperméabilisation et la végétalisation de la cour d'école de l'Arche d'Orée ;
- la plantation d'une forêt urbaine auprès du gymnase Jean Chacun et du collège Delessert, avec la volonté forte de la Ville de participer activement à l'ambition fixée par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire de planter 10 000 arbres par an sur le territoire communautaire ;
- le lancement des études pour la rénovation, notamment énergétique, des locaux de la place Verdun actuellement occupés par la MJC ;
- la poursuite du plan d'optimisation énergétique des bâtiments communaux ;
- la réduction du parc de véhicules de la collectivité (avec 10 suppressions en 2024) et le remplacement progressif des véhicules polluant par des véhicules propres ;
- la poursuite, à travers le Centre Communal d'Action Sociale, de la politique de lutte contre la précarité énergétique, volet écologique d'une politique plus globale de lutte contre les différentes formes de précarité (financière, alimentaire, de santé, de mobilité) ;
- la création d'une école du rucher dans les jardins du Château ;
- la prise de participation de la Ville dans la future Société Publique Locale en charge de la cuisine centrale portée par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire qui, à partir de septembre 2026, fournira les repas de l'ensemble des écoles publiques en s'appuyant notamment sur les producteurs locaux et les circuits courts ;
- la poursuite des travaux du quartier Saint-Jean qui intégreront une importante végétalisation du cœur de Ville.

Éducation, Enfance, Jeunesse

Sur le volet éducation, enfance et jeunesse, l'année 2023 a été marquée par la rénovation et l'extension de l'école Millocheau, entre les Ponts, la poursuite de l'isolation thermique de l'accueil de loisirs du Petit Souper à Saint-Hilaire-Saint-Florent, la pose de la première pierre de l'Espace associatif et de jeunesse dans le périmètre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine ou encore par la poursuite des travaux de la future crèche Chanzy et l'installation de deux nouvelles aires de jeux, auprès du gymnase Jean Chacun et sur la plaine du Thouet à Bagneux.

Ces investissements se sont inscrits dans l'engagement de l'équipe municipale en matière d'éducation, d'enfance et de jeunesse : poursuivre l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des équipes pédagogiques, finaliser la rénovation de l'ensemble des écoles publiques de Saumur, renforcer et améliorer l'offre en matière de petite enfance et d'accueil périscolaire ou encore accompagner l'ensemble des activités de loisirs pour nos enfants.

L'année 2024 s'inscrira dans la même dynamique et la collectivité maintient ses engagements, notamment en matière de rénovation des écoles, malgré la hausse importante des coûts de travaux. Plus que jamais, ces services publics constituent un enjeu majeur pour les Saumuroises et les Saumurois et constituent, aussi, un enjeu majeur pour favoriser le développement économique et social du territoire et son attractivité.

Ainsi, en 2024, la Ville de Saumur :

- finalisera le projet de regroupement des écoles Charles Perrault et Petit Poucet pour un lancement de travaux en 2025 et une fin de chantier à l'été 2026 ;
- regroupera les écoles Arche d'Orée et Récollets sur le site de l'Arche d'Orée pour une ouverture en septembre 2024 ;
- achèvera la construction du nouvel Espace Associatif et de Jeunesse dans le quartier prioritaire ;
- ouvrira la nouvelle crèche Chanzy avec 5 berceaux supplémentaires et une offre d'horaires atypiques, après validation de la CAF ;
- installera, dans le parc situé entre le Château et la place Saint-Pierre, une importante structure de jeux pour enfants, financée par le « 1 euro écologique ».

Comme déjà dit plus haut, il est à souligner également que la Ville finalisera les études pour la rénovation des locaux de la place Verdun qui accueillent aujourd'hui la MJC et lancera son école du rucher. De même, la participation de la Ville à la création d'une cuisine centrale communautaire s'inscrit pleinement dans la volonté ferme de la municipalité d'offrir aux élèves saumurois une alimentation saine, de qualité, issue de circuits courts et support à une véritable éducation au goût.

Sports

Si la qualité et l'accessibilité des services publics de l'éducation, de l'enfance et de la jeunesse constituent des pré-requis à l'épanouissement individuel et collectif, à la sérénité sociale autant qu'à l'attractivité de la ville, le sport dans toutes ses acceptions joue lui aussi un rôle important. C'est pour cette raison que la Ville de Saumur a poursuivi, en 2023, la mise en œuvre d'une politique sportive concrète et ambitieuse avec notamment la réfection du terrain synthétique du complexe des Rives du Thouet et son éclairage, la création de l'éclairage du terrain de Saint-Lambert-des-Levées, la finalisation de la mise en place de la Route Européenne d'Artagnan, la création de gradins extérieurs au stade Chantemerle à Bagneux ou encore la poursuite de la création d'un réseau de circuits sportifs ouverts à tous, à tous niveaux et à tous les sports. L'année 2024 conservera le même cap, à la fois en matière d'investissements en faveur des équipements et en matière d'accessibilité du sport, avec notamment :

- le démarrage de la construction de la nouvelle Maison des Sports de Combats, au cœur du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine - bâtiment qui accueillera également un étage consacré au développement économique tertiaire grâce à l'implication de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;
- l'inauguration au mois de mai, avec le Département de Maine-et-Loire et la Région Pays de la Loire, de la Route Européenne d'Artagnan dont la mise en œuvre et le balisage sont terminés à Saumur depuis juin 2023 ;
- la participation, notamment en faveur des écoles, à un ensemble d'animations autour des Jeux Olympiques de Paris 2024 ;

- l'entrée, aux côtés de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, au capital de la future Société Publique Locale chargée du développement et de la valorisation du site équestre de Verrie ;
- l'accueil, début avril, d'une étape du Région Pays de la Loire Tour ;
- la poursuite, à nouveau, de la création d'un réseau de circuits sportifs ouverts à tous, à tous niveaux et à tous les sports ;
- le portage d'une nouvelle candidature, avec la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, pour l'accueil d'une arrivée d'étape du Tour de France en 2025.

Économie, commerce, attractivité

Comme en 2023, il semble important de souligner que les indicateurs économiques progressent ou se stabilisent :

- le chômage s'est fixé à 7,1% sur le bassin Saumurois au deuxième trimestre 2023, enregistrant la deuxième plus forte baisse en un an sur le département après le bassin angevin ;
- le taux de vitrines commerciales disponibles, qui se fixait à 7,5% en juillet 2023 et, en raison notamment des grandes fragilités nationales en particulier dans le secteur du textile, se fixe à 9% en novembre 2023 - au moment où la moyenne nationale des villes de même strate se situe à 13,5% avec une tendance d'augmentation forte ;
- la fréquentation touristique est en hausse permanente, comme en témoignent par exemple l'augmentation des recettes de taxe de séjour sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (passée de 670 000 euros environ en 2019 à 1 million d'euros cette année) ou la fréquentation du Château de Saumur (passée de 94 000 visiteurs en 2017 à 114 000 visiteurs en 2022 et déjà 120 000 visiteurs au 31 octobre 2023).

Outre les projets d'ordre économique portés par et avec la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire en 2024, tels que la création d'une cour artisanale dans le périmètre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine ou la création d'une offre immobilière de bureaux afin de renforcer le secteur tertiaire, la Ville de Saumur :

- poursuivra et finalisera le chantier démarré cet automne visant à créer des marquises de style Eiffel devant les commerces de la place Bilange, venant terminer par un geste architectural fort le réaménagement de cet axe commercial majeur ;
- poursuivra son engagement notamment financier dans le dispositif Commerce Plus ;
- poursuivra son engagement notamment financier dans l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Rénovation Urbaine afin de se donner tous les outils pour rénover le parc de logement en cœur de ville ;
- avec la société foncière départementale pilotée par ALTER, engagera les études pour la revitalisation des Galeries Saumuroises dont l'acquisition interviendra d'ici la fin de l'année 2023 ;
- avec la même société foncière, poursuivra l'acquisition des cellules des Halles Saint-Pierre afin de permettre l'étude et la modernisation des Halles ;
- poursuivra sa politique d'attractivité via la rénovation et la restauration du patrimoine avec l'achèvement des travaux sur le Temple protestant et les travaux sur l'église des Ardilliers.
- réitérera, dans le cadre de sa politique culturelle, le « OFF » des Journées du Patrimoine qui a connu sa première édition avec succès en 2023 ;
- finalisera les études et lancera le chantier de revitalisation de la salle Beaurepaire qui constitue le projet culturel majeur du mandat, notamment à destination des jeunes ;
- continuera son engagement en matière de développement touristique avec la participation de la Ville notamment aux événements Anjou Vélo Vintage, Saumur Loire Festival et Carrousel de Saumur, Journées nationales du Livre et du Vin, Grandes Tablées, Festivini ou encore les concours équestres internationaux et maintiendra sa programmation Effervescences.

Cadre de vie, aménagement urbain, plan vélo

2023 a été marquée par le lancement du grand chantier du quartier Saint-Jean, la rénovation des rues Gambetta et Chanzy, la continuité de l'axe nord-sud avec la route de Rouen ou encore les nombreux travaux d'investissement de rénovation de rues et de trottoirs partout sur le territoire de la Ville. La place du vélo a, elle aussi, été largement prise en compte – permettant d'ailleurs au territoire de l'agglomération et à la Ville de Saumur d'obtenir, il y a quelques jours, le label « Territoire vélo ». L'année 2024 s'inscrit dans la continuité en conservant l'aménagement urbain, les mobilités douces et le cadre de vie au sens large comme l'une des priorités de l'action municipale. Ainsi, la Ville :

- poursuivra le vaste réaménagement du quartier Saint-Jean, avec un important volet de végétalisation du cœur de ville ;
- poursuivra les études préparatoires au grand chantier de réaménagement des cales de Loire qui, en raison d'études environnementales supplémentaires, démarrera en 2025 ;
- réaménagera le parking de la place Marc Leclerc, entre les Ponts, en doublant sa capacité ;
- lancera l'étude pour la requalification du bourg de Chaintres, à Dampierre-sur-Loire ;
- participera à la réfection de la route du Vieux Vivy, désormais voirie communautaire, afin notamment de sécuriser l'accès à la déchèterie de Bellevue ;
- remettra en état la passerelle du Thouet ainsi que son éclairage et le mobilier urbain alentour ;
- réalisera l'aménagement d'espaces publics dans le cadre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine ;
- poursuivra les aménagements urbains dans le quartier de la Croix Verte, à proximité du PLUS et du futur EHPAD qui sera inauguré au printemps ;
- poursuivra la rénovation des voiries avec un budget constant d'1 million d'euros dont 150 000 euros fléchés plus particulièrement sur le plan vélo ;
- poursuivra l'aménagement de la ZAC Vaulanglais-Noirettes à Saint-Hilaire-Saint-Florent et Bagneux, lancée en 2021 ;
- mettra en œuvre le ou les projets lauréat(s) du premier budget participatif ;

À souligner, aussi, la mise en place à partir de février d'une offre de vélos en libre service, en partenariat avec la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et OGALO. Ainsi, 17 stations seront installées sur l'ensemble du territoire de la Ville de Saumur - dont les communes déléguées. Cette offre sera complétée, à partir de l'été, de la mise en œuvre d'un nouveau réseau de bus urbains électriques.

Solidarités

Avec une inflation qui demeure, le contexte socio-économique national est toujours contraint. Comme en 2023, il semble absolument nécessaire de poursuivre et de renforcer nos politiques de solidarités et notamment la lutte contre toutes les formes de précarités – énergétique, financière, alimentaire, de mobilité et de santé. De ce point de vue, 2023 a été marquée par l'ouverture d'un nouveau cabinet médical entre les Ponts, par le travail mené avec la Saur et l'Agglomération Saumur Val de Loire pour accompagner les foyers les plus en difficulté à réduire leur consommation en eau ou encore par les Assises du Handicap, par la finalisation du projet social 2024-2027 de l'Espace Jacques Percereau ou encore par le travail de sensibilisation mené par le Centre Communal d'Action Sociale pour lutter contre la précarité énergétique des Saumurois.

En 2024, la Ville :

- maintiendra à hauteur de 835 000 euros le financement de son Centre Communal d'Action Sociale chargé, avec l'Espace Jacques Percereau, de mettre en œuvre les politiques de solidarités ;

- poursuivra le dispositif, mis en place à l'automne 2022 et porté avec la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire et la Saur, délégataire de service public en matière d'eau et d'assainissement, visant à réduire les consommations en eau dans les foyers et à aider financièrement les foyers les plus en difficulté ;
- continuera la mise en œuvre du schéma directeur du handicap, formalisé en 2022, notamment en matière d'accessibilité des bâtiments communaux ;
- inaugurera le nouvel EHPAD de la Croix Verte avec 80 lits et des logements ADAPEI qui compléteront ainsi l'offre de parcours résidentiel pour nos aînés et les personnes en situation de handicap ;
- poursuivra le schéma d'aménagement du secteur Parmentier avec la création de logements en lien avec la résidence Clair Soleil.

3 - Les Dotations de l'État et Fiscalité – Projections

Dotations de l'État

		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
DOTATIONS GLOBALES		8 220 195	8 537 550	8 641 362	8 649 060	8 291 120	8 475 376	8 530 162	8 520 600
Dont	D.G.F	5 020 099	5 072 340	5 032 612	4 940 869	4 930 403	4 920 480	4 883 529	4 880 000
	D.S.U	1 592 209	1 690 987	1 769 992	1 844 665	1 906 302	1 967 323	2 025 044	2 030 000

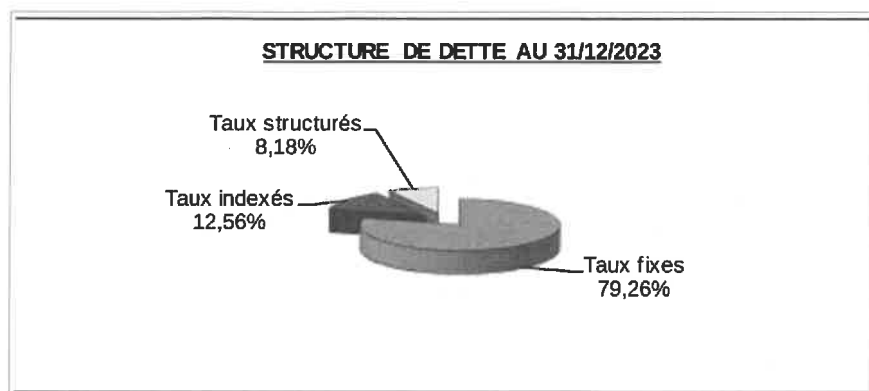
Evolution des bases fiscales et des produits 2017-2024

Taux 2017	Taux 2021-2023	Taux 2024	Taxes	Bases							
				2017 Réalisé	2018 Réalisé	2019 Réalisé	2020 Réalisé	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Estimé	2024 Estimé
17,62%	17,62%	25,00%	Taxe Habitation	36 742 059	37 324 467	38 330 903	38 792 029	3 020 997	3 137 741	3 360 521	3 494 940
25,41%	46,67%	46,67%	Taxe Foncier bâti	33 089 394	33 677 679	34 245 763	34 708 702	33 675 627	34 846 875	36 975 000	38 211 750
49,16%	49,16%	49,16%	Taxe Foncier non bâti	538 886	548 769	562 386	571 705	568 822	575 098	616 700	641 370

Taxes	Produits							
	2017 Réalisé	2018 Réalisé	2019 Réalisé	2020 Réalisé	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Estimé	2024 Estimé
Taxe Habitation	6 473 950	6 576 787	6 753 612	6 834 885	559 717	581 257	622 335	874 000
Taxe Foncier bâti	8 408 321	8 558 786	8 704 179	8 818 959	15 759 190	16 297 409	17 256 233	17 840 000
Taxe Foncier non bâti	264 916	269 775	276 469	281 050	279 633	282 718	303 170	316 000
Rôles complémentaires	55 732	66 937	50 143	87 652	66 159	22 594		
TOTAUX	15 202 919	15 472 285	15 784 403	16 022 546	16 664 699	17 183 978	18 181 738	19 030 000

4 – La Structure de la dette

Type de taux	CRD au 31/12/2023	%
Taux fixes	19 591 559,06	79,26%
Taux indexés	3 104 145,31	12,56%
Taux structurés	2 021 859,88	8,18%
Encours total	24 717 564,25	



5 - Ressources humaines : éléments essentiels

Structure des effectifs de la Ville par catégories en 2023 :

Les effectifs permanents de la Ville de Saumur et du C.C.A.S. se répartissent de la manière suivante :

- Catégorie A : 10,2 % (10,3 % en 2022)
- Catégorie B : 16,92 % (16,7 % en 2022) – ce chiffre tient compte du passage en catégorie B notamment des auxiliaires de puériculture (en C précédemment)
- Catégorie C : 72,89 % (73 % en 2022)

Structure des effectifs par âge en 2023 :

RÉPARTITION PAR TRANCHES D'ÂGE 2023 -VILLE et CCAS - (emplois permanents) : chiffres 2022 en italique			
Tranches d'âges	Nbre d'agents	Nbre d'hommes	Nbre de femmes
De 18 à 29 ans	39 (26)	14 (6)	25 (20)
De 30 à 39 ans	62 (58)	18 (20)	44 (38)
De 40 à 49 ans	134 (151)	48 (59)	86 (92)
De 50 à 55 ans	114 (111)	40 (34)	74 (77)
De 56 à 59 ans	68 (73)	24 (28)	44 (45)
60 ans et plus	44 (30)	16 (10)	28 (20)
Total	461 (449)	160 (157)	301 (292)

Les chiffres présentés ci-dessus sur la pyramide des âges des agents montrent que des changements structurels sont à prévoir à moyen terme au sein des effectifs ; en effet, le nombre d'agents de plus de 56 ans continue de progresser (24,3 % environ du total des agents, 23 % en 2022). Dans le même temps, le nombre de jeunes de moins de 30 ans a bien progressé (8,45 % des effectifs contre 5,6 % en 2022), alors que les 40-50 ans régressent.

Taux d'emploi de travailleurs handicapés

Le taux d'emploi de travailleurs handicapés ou autres contrats assimilés est le suivant :

	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
Ville	7, 50 %	7,27 %	7,95 %	7,85 %	7,59%	6,12%	6,23%	7,80 %
CCAS	8, 30 %	7,03 %	5,45 %*	5,66 %*	6,25%	3,08%	7,35 %	9,23 %

(*nombre de personnes concernées toutefois conforme aux exigences réglementaires)

La Ville de Saumur respecte toujours son obligation d'emploi avec une hausse en 2022 due au suivi d'une sensibilisation par 5 agents et aux 4 nouvelles reconnaissances.

Le taux a progressé pour le CCAS depuis 2021 avec une augmentation importante en 2022 du fait d'une nouvelle reconnaissance et d'un recrutement.

La politique de recrutement et la sensibilisation auprès des agents a probablement permis l'acceptation de s'engager dans des démarches de reconnaissance de pathologies reconnues au titre du handicap.

Évolution de la masse salariale (Budget principal Ville)
(emplois permanents et non permanents)

BP 2017	BP 2018	BP 2019	BP 2020	BP 2021	BP 2022	BP 2023	OB 2024
16 802 00 €	17 000 00 €	16 711 000 €	16 640 00 €	16 429 00 €	16 795 000 €	18 300 000 €*	18 885 000 €**

* : + 1 095 500 € de coût estimé des services communs remboursés à l'agglomération : commandes publiques / courrier / SI / RH / Cabinet.

** : + 1 465 000 € de coût estimé des services communs remboursés à l'agglomération : commandes publiques / courrier / SI / RH / Cabinet / Archives / Politiques contractuelles.

La Ville et le CCAS poursuivent les actions menées depuis plusieurs années pour tenter de réduire les risques d'apparition de maladies professionnelles et de troubles musculo-squelettiques notamment avec les formations PAMAL (Prévention des Accidents et Maladies de l'Appareil Locomoteur) accompagnés par un kinésithérapeute notamment pour les services petite enfance, animation (ATSEMS, animateurs et crèches), services techniques, accompagnement des personnes âgées.

Cet engagement a été pris avec les membres du CHSCT. A noter sur ce point que les enveloppes d'investissement annuelles dédiées à l'adaptation des matériels de travail évitant l'apparition de troubles musculo-squelettiques dans l'ensemble des services municipaux sont reconduites.

Exemples : casques téléphoniques pour les postes administratifs, souris ergonomiques, sièges adaptés, bureaux assis/debout, matériels techniques portés au dos plutôt qu'aux bras... ;

Par ailleurs grâce à la création en 2022 d'un service de médecine de santé au travail porté par la Communauté d'agglomération pour le compte de l'agglomération, de la Ville et du CCAS et des communes du territoire, les agents dont la situation médicale nécessite un suivi régulier et un aménagement du poste de travail sont mieux suivis. Le remboursement de la Ville à l'agglomération sur ce nouveau service est estimé à 57 000 € pour les agents de la Ville (130 € par an et par agent). A la date d'aujourd'hui, 1 600 agents du territoire de la Communauté d'Agglomération sont suivis par ce service, avec une prévision de 2000 agents pour 2024.

L'effort conséquent et constant réalisé pour contenir la masse salariale de la Ville perdure mais doit toutefois intégrer un certain nombre de décisions nouvelles, externes et internes, prises notamment pour accompagner les agents dans ce contexte socio-économique difficile. Cette situation résulte :

- des augmentations découlant des dispositions prises par l'Etat en 2023 (extension année pleine de l'augmentation du point d'indice en juillet 2023 + 201 250 €), et des mesures applicables au 01/01/2024 (notamment l'augmentation pour tous les agents titulaires et contractuels de 5 à 9 points d'indice + 216 900 €, augmentation de 1% du taux de cotisation patronale CNRACL + 86 720 €, augmentation de la participation employeur au transport de 50 % à 75 % + 3 500 €) ;

- des augmentations découlant de dispositions particulières prises par la collectivité comme la revalorisation des cadres et techniciens 10 000 €, le GVT fixé à 1 % soit 135 000 € ;
- de la décision de mettre en place une participation de l'employeur à la couverture santé de ses agents soit 87 000 € prévu en 2024 ;
- de la mise en place des moyens humains plus importants nécessaires au fonctionnement de certains services (nouvelle crèche Chanzy, renfort billetterie Château, accompagnement UEMA, renforts aux Affaires générales, au service Commerce et animations, à la Direction de l'aménagement du patrimoine...) même s'il est à souligner l'augmentation importante des recettes, notamment au Château ;
- de la hausse concomitante de la masse salariale refacturée pour les services communs avec la CASVL + 369 500 € (notamment due aux renforts recrutés sur les services SI + 85 000 €, à la création des services communs des Archives + 58 000 € et des Politiques contractuelles, + 42 000 € et au passage des derniers agents RH Ville à la CASVL pour la création d'un véritable service commun + 171 500 €).

Conclusion

Ce quatrième rapport d'orientations budgétaires du mandat parvient à garder le cap du projet municipal et de la mise en œuvre des 80 propositions tout en prenant en compte un contexte économique et financier moins favorable qu'en 2020. De ce point de vue, le choix de la municipalité est clair : il s'agit de faire du maintien d'un haut niveau d'investissement public, en faveur des Saumuroises et des Saumurois, la priorité de la trajectoire financière de la collectivité.

Il est à souligner que cette dernière conserve une trajectoire viable et soutenable à court, moyen et long termes grâce aux choix opérés par la municipalité. Le désendettement sera réel à la fin du mandat, avec une baisse de 1,1 million d'euros par rapport à 2020 ; la hausse des dépenses de fonctionnement est contenue en-deça de l'inflation ; les recettes augmentent naturellement, grâce notamment au développement économique et social progressif du territoire et de la Ville. L'ensemble de ces données permet à la Ville de Saumur d'aborder les années à venir avec sérénité, bien que la vigilance et la prudence doivent demeurer tant le monde change vite et tant les aléas sont nombreux.

Pour 2024, l'essentiel est là : écoles, petite enfance, équipements sportifs, préservation de l'environnement, transition énergétique, valorisation du patrimoine, solidarités, aménagement urbain, vie culturelle, mobilités douces... l'ensemble de ces domaines majeurs pour la Ville demeure ainsi inscrit dans les orientations budgétaires et dans les plans pluriannuels de fonctionnement comme d'investissement et continueront, ainsi, de progresser en 2024.

Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

PREND ACTE à l'unanimité du rapport d'orientation budgétaire 2024 et des débats intervenus.

Le Maire de la Ville de Saumur,

Jackie GOULET-CLAISSE